

La lettre électronique du Sénateur Détraigne

- Avril 2010 -



Lors de l'examen de la **proposition de loi tendant à renforcer les moyens du Parlement en matière de contrôle de l'action du gouvernement et d'évaluation des politiques publiques**,

Yves Détraigne a insisté sur l'intérêt du texte, considérant que les chambres parlementaires n'exercent la plénitude de leurs compétences que lorsqu'elles accordent autant d'importance à leur mission de contrôle qu'à leur mission de vote de la loi. Il a souligné que le Parlement serait sans doute plus utile au gouvernement et au pays en prenant plus souvent le temps du contrôle et de l'évaluation des dispositions législatives déjà votées qu'en multipliant les textes sur un même thème sans avoir pris préalablement le temps de l'évaluation et du bilan.... Car ce n'est pas seulement par rapport au nombre de lois qui sont votées que les électeurs jugent la politique mais surtout par la manière dont sont menées les politiques publiques. En clair le service après-vote est, pour lui, aussi important que le vote.

Le sénateur était également l'orateur de son groupe lors de la discussion de la **proposition de loi relative aux contrats d'assurance sur la vie** du sénateur Maurey qui vise à poursuivre la résorption du phénomène des contrats non réclamés par leurs bénéficiaires. Cette problématique a été soulevée une première fois, en 2005, au travers d'un amendement du sénateur Détraigne instaurant l'obligation pour l'assureur, lorsqu'il est informé du décès de son client, d'informer le bénéficiaire d'une assurance-vie de la stipulation effectuée à son profit si ses coordonnées sont portées au contrat. Le mécanisme a ensuite été complété en 2007, notamment par une disposition qui a donné aux sociétés et mutuelles d'assurance les moyens d'identifier les contrats sur lesquels ils sont tenus de verser un capital et a renforcé les obligations de moyens qui pesaient sur elles, pour, d'une part, identifier les bénéficiaires et, d'autre part, verser les sommes dues dans un délai maximal d'un mois...

Reprenant ses engagements de 2008, le sénateur a soutenu auprès du Premier ministre la demande de l'Association "Vaincre l'Autisme - Léa pour Samy" d'ériger l'autisme en grande cause nationale 2011.

POSSIBILITÉS DE MUTATION DES ENSEIGNANTS

Yves Détraigne a interpellé le ministre de l'Education nationale sur les préoccupations des enseignants célibataires affectés loins de chez eux et qui, du fait de la priorité accordée aux personnes mariées ou liées par un PACS, sont contraints d'attendre plus longtemps leur mutation. En novembre 1999 la Loi relative au pacte civil de solidarité a donné une priorité aux fonctionnaires pacsés sur les fonctionnaires célibataires. Aussi, tout enseignant qui n'est ni marié, ni pacsé et qui n'a pas d'enfant a très peu de chance d'obtenir une mutation vers son département d'origine où réside sa famille et où se trouvent la plupart de ses relations. Les demandes de changement de département des enseignants reposent ainsi sur un barème automatique qui ne tient pas compte de la qualité des personnes et qui pousse parfois à la conclusion de faux pacs pour obtenir la mutation désirée dans un délai raisonnable.

Éco-participation applicable aux appareils électriques

Yves Détraigne a demandé à Chantal Jouanno de défendre auprès des instances européennes la poursuite de l'affichage de l'éco-contribution sur les prix des produits électriques et électroniques afin de permettre, outre de mieux informer les consommateurs, de garder présent à l'esprit le "geste" écologique lors d'un achat. Depuis 2006, le prix des appareils électriques intègre une participation qui permet de financer leur recyclage et dont le client est avisé par affichage spécial. Cette visibilité devrait prendre fin en février 2013 pour les équipements

relevant de la catégorie 1 (gros appareils ménagers), et en février 2011 pour tous les autres équipements électriques et électroniques ménagers. Après cette date, le producteur versera toujours cette contribution à l'éco-organisme chargé de la collecte et du traitement de ces produits, mais celle-ci sera simplement intégrée dans le prix de vente. L'enseigne sera alors libre de réévaluer elle-même ce montant qui est aujourd'hui fixé par les éco-organismes dédiés.

349 €*
au lieu de 359 €*
soit 348,25 € + 0,75 € d'éco-part

Greffe et don d'organes

Afin de pallier la pénurie de greffons en France, Yves Détraigne a demandé à la ministre de la Santé de mettre en place, à l'occasion de la révision de la loi de bioéthique, un système cohérent d'information du grand public en faveur du don d'organes et de moelle osseuse. En théorie, selon le principe du "consentement présumé", chaque individu est présumé favorable aux dons d'organes après sa mort à moins de s'y être explicitement opposé de son vivant. En pratique, lors d'un décès, l'équipe médicale, sans connaissance directe des intentions du défunt, consulte ses proches qui, sous le choc du décès, refusent souvent le prélèvement d'organes, allant parfois même à l'encontre de la volonté du défunt...



VISITE MINISTÉRIELLE

En visite dans la Marne début avril, le ministre de l'Espace rural et de l'Aménagement du territoire a d'abord visité la société ARD, vitrine de la recherche & développement du Pôle Industries Agro-ressources. Il y a fait un point d'étape sur la stratégie envisagée par l'Etat pour le renforcement de l'attractivité du territoire à travers les pôles de compétitivité et les grappes d'entreprises. Il s'est déclaré impressionné par le pôle qui, selon lui, mérite véritablement sa qualification de "mondial" avec la représentation, sur place, d'une douzaine d'instituts de recherche et la labellisation récente d'une plateforme d'innovation. Michel Mercier a ensuite visité le chantier du pôle d'excellence rural "Sport, santé et nature" de Bouzy, projet soutenu par les fédérations sportives nationales, le département et la région.



Construction des maisons individuelles

A Yves Détraigne qui l'interrogeait sur l'éventuelle remise en cause du seuil à partir duquel le recours à l'architecte pour la construction d'une maison individuelle est obligatoire, le Secrétaire d'Etat chargé du Logement et de l'Urbanisme vient de répondre qu'une telle mesure ne figurait pas dans le projet de loi portant engagement national pour l'environnement mais dans un rapport de l'Assemblée nationale et n'engageait donc que ses auteurs, sans toutefois prendre position sur une possible évolution des règles de construction des maisons individuelles...

Victimes de la route

Face aux drames de la route, les familles des victimes se sentent souvent abandonnées par les pouvoirs publics. Il serait donc opportun d'améliorer les conditions d'accueil et d'accompagnement de celles-ci et de veiller à une application plus stricte des textes existants, en permettant notamment aux parties civiles de faire appel des décisions de justice ou de s'exprimer lors des audiences. Le Sénateur Détraigne vient d'appeler l'attention du Garde des Sceaux sur l'action menée actuellement par le collectif "Justice pour les victimes de la route" et le dépôt, par le député Jean-Pierre Grand, d'une proposition de loi visant à instaurer une journée nationale des victimes de la route.

Réunions sur le terrain (Songy & Marolles)

En avril, Françoise Férat et Yves Détraigne ont achevé leur tour du département avec deux réunions à Songy et Marolles et toujours le même mot d'ordre emprunté au président du Sénat, "le Sénat a un savoir-faire, il faut maintenant le faire savoir..."



A Lille, au 4^{ème} **Forum International sur la Cybercriminalité** en compagnie d'Alex Türk, président de la CNIL



Inauguration de la **Station d'épuration de Vitry le François** en compagnie de Jean-Pierre Bouquet, Maire, et Marc Collet, Adjoint au Directeur Général de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie



Inauguration des **Ecoles numériques rurales** (Cauroy-les-Hermonville & Cormicy) en compagnie d'Anne-Marie Filho, inspectrice d'académie.

Dans l'hémicycle en mai, projet de loi organique relatif au Conseil économique, social et environnemental, projet de loi tendant à l'élimination des armes à sous-munitions, proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales...